

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 05/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPEN

Le Mont Tornu
Billy
14190 Valambray

Références : 2024-470
Code AIOT : 0005302839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement SPEN implanté Le Mont Tornu 14370 Valambray. L'inspection a été annoncée le 05/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN
- Le Mont Tornu 14370 Valambray
- Code AIOT : 0005302839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPEN, filiale du groupe VEOLIA, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située sur la commune de Valambray (commune déléguée Billy), autorisée par arrêté préfectoral du 24 mai 2011, pour une capacité annuelle maximale de 80 000 tonnes de déchets non dangereux.

L'alvéole 5 du casier 3 est actuellement en cours d'exploitation. Les alvéoles 6 et 7 du casier 3 sont recouvertes d'une couverture provisoire.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est rappelé que les différents éléments présentés par l'exploitant quant aux modalités d'exploitation seront pris en compte ultérieurement dans le cadre d'une modification de l'arrêté préfectoral afin de :

- mettre à jour les rubriques ICPE : 4734 (présence d'une cuve enterrée de 40m3 de GNR), 4130-2b (pour le stockage maximum de 9 tonnes de l'acide nitrique 58%);
- mettre à jour les prescriptions relatives au traitement des lixiviats;
- revoir la zone de chalandise suite à la demande du 18 avril 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Recevabilité du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	autres brefs	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R515-73	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	prélèvements consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
17	plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
19	Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
21	PAC 2023 Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Périmètre IED	Code de l'environnement du 03/08/2023, article R515-58	Sans objet
3	Rapport de base	Code de l'environnement du 10/06/2024, article R515-59	Sans objet
5	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet
6	Transmission plan incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II	Sans objet
7	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
8	Alarme et Ronde	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
9	Moyen alerte secours	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
10	Formation personnel – matériaux de recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
11	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
12	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
13	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Sans objet
18	Isolement réseau assainissement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
20	Hauteur de lixiviats	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.1	Levée de mise en demeure
22	Adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour motif principal la conformité par rapport aux articles modifiés de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 suite à la publication de l'arrêté ministériel du 7 août 2023. Le résultat de l'inspection appelle à quelques compléments de la part de l'exploitant.

La visite fait également le point vis-à-vis de l'arrêté de mise en demeure signé le 15 mai 2024 et

permet d'observer le retour à la conformité vis-à-vis de la hauteur des lixiviats présents au sein des casiers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recevabilité du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : Un dossier de réexamen du site a été transmis le 17 août 2021, accompagné d'un mémoire justificatif de non soumission à la réalisation d'un rapport de base. La rubrique IED principale est la rubrique 3540 « Installation de Stockage de déchets ». Suite à la publication au Journal Officiel le 24 octobre 2023 de l'arrêté du 7 août 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux Installations de Stockage de Déchets Non dangereux (ISDND), l'inspection a formulé une demande de compléments, par courrier du 22 décembre 2023, sur l'évaluation de la conformité du site par rapport à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'évaluation de la conformité de l'installation par rapport à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/08/2023, article R515-58
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le périmètre IED retenu par l'exploitant comprend les installations liées à la rubrique 3540, à savoir les installations de stockage de déchets ultimes non dangereux (cellules de stockage) ainsi que les installations de traitement des lixiviats (bassins et installation de traitement par évapo-concentration) et biogaz (installation de valorisation). Sont ainsi exclus de l'emprise du périmètre IED les bâtiments administratifs et vestiaires. L'ancienne zone de stockage de déchets réaménagée localisée au nord de la zone dite « BILLY 1 » non exploitée par SPEN est également exclue de l'emprise du périmètre IED.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/06/2024, article R515-59
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] 3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier</p>

alinéa du présent 3°.
Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.
II.-Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.
Constats : L'exploitant a transmis le 16 août 2021 à l'inspection, un mémoire justificatif stipulant que les installations ne sont pas soumises au rapport de base. Ce rapport de base ne prend pas en compte l'utilisation et le stockage de soude (cuve de 2m3) et d'acide nitrique 58 % (PAC du 9 août 2021), réactifs utilisés au niveau de la station de traitement des lixiviats. Par courriel du 25 juillet 2024, l'exploitant apporte des compléments et démontre que ces deux substances ne remplissent pas les conditions d'entrée dans la démarche d'élaboration d'un rapport de base du Guide méthodologique prévu par la directive IED version 2.2 du ministère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : autres brefs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R515-73
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : I. - Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois. II. - Si le réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions et en l'absence d'arrêté complémentaire pris conformément à l'article L. 515-29, le préfet le notifie à l'exploitant.
Constats : Dans le dossier de réexamen du 17 août 2021, les BREF transversaux suivants ont été étudiés : <ul style="list-style-type: none"> • BREF ECM (aspect économiques et effets multimilieux)- BREF ENE (Efficacité énergétique), les MTD 17 à 19 sont applicables sur le site. • BREF EFS (Emissions dues aux stockages) • BREF CWW (systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique), non applicable au site. • BREF LCP (grandes installations de combustion), non applicable au site • BREF MON (principes de surveillances) • BREF WI, non applicable au site • BREF Transversaux : BREF IRP (Élevage intensif de volailles ou de porcs), CLM (Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium), NFM (industrie des métaux non ferreux), PP (production de pâte à papier, de papier et de carton), SA (Abattoirs et équarrissage) ; non applicable au site

<p>De plus, l'exploitant demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une révision de la valeur de la vitesse minimale d'éjection des gaz de combustion des chaudières imposée par l'arrêté préfectoral (>5m/s) du 24 mai 2011 • une révision de la valeur de la vitesse minimale d'éjection des gaz issus des modules NUCLEOS imposée par l'arrêté préfectoral (> 8 m/s) du 24 mai 2011.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments justifiant que ces modifications de vitesse n'engendrent pas d'impacts vis-à-vis de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Plan défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie a été présenté et transmis le jour de la visite. Le plan de défense incendie est commun avec le site ICPE voisin de compostage, géré par le même exploitant. L'exploitant mettra à jour le schéma recensant les moyens de lutte contre l'incendie présent dans son plan de défense incendie en indiquant les deux vannes de coupure biogaz au niveau de la station (Billy 1 et Billy 2). Sur site, des panneaux signalent les trois emplacements des vannes de coupure biogaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Transmission plan incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission plan incendie
Prescription contrôlée : II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : Le plan de défense incendie a été transmis au SDIS via une plateforme de téléchargement en ligne, le 19 juillet 2024. Mail présenté le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.
Constats : Le site est équipé de caméras thermiques reliées à un centre de télésurveillance KOOI ALARM CENTER. Celui-ci envoie un rapport hebdomadaire à l'exploitant. Le jour de la visite le rapport correspondant à la semaine du samedi 29/06/2024 au vendredi 05/ 07/2024 a été présenté indiquant : « pas de point chaud ou d'élévation anormale de la température sur site ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Alarme et Ronde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et ronde
Prescription contrôlée : Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la

réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique que la ronde effectuée deux heures après le dépôt des derniers déchets mis dans le casier est assurée par la personne d'astreinte. Une prolongation de son temps de travail lui permet de finir ses journées à 18h. Les astreintes sont réparties entre 4 personnes, avec une rotation d'une semaine par personne.</p> <p>Il n'y a pas de registre mis en place. L'exploitant assure la traçabilité de ces rondes par les caméras AGECE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyen alerte secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen alerte secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif de détection des départs d'incendie est connecté à un centre de télésurveillance KOOI ALARM CENTER (KAC) qui envoie des SMS à l'astreinte et au responsable d'exploitation en cas de départ de feu. Le SDIS est prévenu par téléphone par les personnes d'astreinte. La procédure est décrite dans le plan de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Formation personnel – matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques chroniques, Formation personnel – matériaux de recouvrement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel est formé pour la conduite d'engin utilisé pour transporter les matériaux de recouvrement (CACES et autorisation de conduite). L'exploitant indique que le personnel a également reçu une formation incendie pour l'utilisation des extincteurs, RIA, suppresseur et bornes d'incendie). Les attestations de formation sont stockées sur un drive dont le lien est mentionné dans le plan de défense incendie.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX

Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
--

Prescription contrôlée :

IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.

Constats :

L'exploitant considère que le départ de feu survenu le 10 mai 2024 dans le casier, équivaut à un exercice « grandeur nature ». Il a fourni à l'inspection la fiche de notification d'accident relatif à cet évènement et le compte-rendu de tests de situation d'urgence.
Ces éléments ne suscitent aucune remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle étanchéité biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II

Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...] Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]

Constats :

L'exploitant tient un tableau nommé « DOC38 » contenant toutes les vérifications réglementaires obligatoires, les étalonnages, les analyses et les maintenances avec les valeurs mesurées, la fréquence, le responsable ou l'acteur, la date du dernier contrôle et la planification.
Un logiciel « PRISM » sur tablette permet d'assurer la traçabilité sur le terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Détection Réparation fuites biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V
--

Thème(s) : Risques chroniques, Détection Réparation fuites biogaz

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

<p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite du contrôle des émissions diffuses de biogaz effectué le 20 décembre 2023 par drone, l'exploitant a fait appel à une société extérieure pour effectuer les réparations requises. Le jour de la visite, l'exploitant présente la facture de la société LES du 22 avril 2024.</p> <p>L'exploitant indique que la prochaine cartographie aura lieu en octobre 2024 et qu'elle est réalisée annuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : prélèvements consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'est pas connecté au réseau d'eau potable mais à un puits de forage. Cette eau est seulement utilisée pour le bâtiment SPEN et pour le site de compostage voisin qui est également une installation classée exploitée par SPEN (eau utilisée pour la machine qui lave les caisses palettes ayant contenu les biodéchets et pour les karchers). Consommation moyenne de 400m3/mois.</p> <p>Pour l'installation de stockage, l'eau utilisée à la station de traitement des lixiviats provient des eaux pluviales ou des perméats d'osmose.</p> <p>Les consommations d'eau sont relevées mensuellement via PRISM sur tablette et les données sont exploitées dans le logiciel FACTOR.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le relevé mensuel des consommations en eau de 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Bilan énergétique annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...]. <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans un courriel du 22 juillet 2024, l'exploitant transmet les rapports de vérification de l'efficacité énergétique pour les 2 chaudières biogaz :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaudière 1 = 93,93 % rendement caractéristique PCI - Chaudière 2 = 92,5 % rendement caractéristique PCI <p>Le rapport annuel de 2023 indique que 100 % du biogaz capté est valorisé. En 2023, 1 187 000 m3 de biogaz ont été produits.</p> <p>L'exploitant indique suivre les consommations de carburant, d'électricité et la production d'énergie thermique des chaudières, données calculées pour le « Global Report » de Véolia.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé de transmettre à l'inspection le bilan énergétique complet pour l'année 2023. Le bilan énergétique doit être présenté dans le rapport annuel d'activité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, canalisations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés [...] Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus</p>

pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le plan général des installations et des réseaux (eaux de pluie, lixiviats, biogaz...).</p> <p>L'inspection a constaté qu'il manquait des informations sur le réseau d'eau pluviale des zones de stockage. Les réseaux enterrés ne sont pas apparents (exemple : la partie Est du casier 1, la liaison de Billy I avec le bassin B, le réseau entre les bassins et le fossé). Idem pour le réseau de lixiviats. Le réseau des eaux de pluie du bâtiment de l'accueil est incomplet.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que l'étiquetage des canalisations était incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre à jour les plans des réseaux et de les transmettre à l'inspection. • mettre l'identification des canalisations sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan transmis par courriel du 22 juillet 2024 ne mentionne pas le puits de forage d'alimentation en eau. L'inspection a constaté la présence du disconnecteur situé en aval du compteur d'eau.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan des réseaux en incluant le réseau d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Isolement réseau assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement réseau assainissement
Prescription contrôlée : Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant explique à l'inspection que les eaux pluviales provenant des zones de stockage sont collectées et stockées dans les bassins A et B. Par le biais d'un système de pompage activé manuellement, ces eaux sont contrôlées et dirigées vers un fossé. En cas de pollution, les eaux sont retenues dans des bassins. Les pompes servent de dispositif de barrage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate. Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.
Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le journal de bord de la station de traitement des lixiviats incluant les temps d'arrêt. Un journal de bord sur le traitement des biogaz est également tenu, mais n'a pas pu être présenté le jour de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le tableau de suivi des incidents avec les temps d'arrêt pour le traitement des biogaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : Hauteur de lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.3.1 et 10.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de lixiviats
Prescription contrôlée : Article 9.3.3.1 [...] Des détecteurs de niveau sont installés dans chacun des puits de relevage, avec déclenchement automatique du pompage de manière à ce que la hauteur de lixiviats ne dépasse pas 30 cm. En complément, un détecteur de sécurité est mis en place afin de prévenir le personnel d'exploitation d'un dysfonctionnement. [...] Article 10.3.2 [...] Tous les mois :- Une mesure de la charge hydraulique en fond de casier, au niveau des puits mixtes (biogaz) et lixiviats) ainsi qu'au niveau du poste de relèvement. Les relevés sont consignés dans un registre. [...]
Constats : L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 15 mai 2024, suite à la visite du 28 mars 2024, de se conformer à la prescription de l'article 9.3.3.1 sus-cité avant le 31 juillet 2024. Suite à la prise de cet arrêté, l'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs permettant d'observer le retour progressif à la conformité et son maintien dans le temps. Cette conformité a été confirmée lors de la visite du 24/07/24. En effet, il a été constaté les valeurs suivantes : Casier 1 : 0,15m Casier 2, alvéoles 1-2-3 : 0,06m Casier2, alvéoles 4-5-6 : 0,34m Casier3, alvéoles 1-2-3 : 0,31m Casier3, alvéoles 5-6-7 : 0,27m Ces valeurs sont conformes à la réglementation. Ce point de la mise en demeure du 15 mai 2024 est considéré levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 21 : PAC 2023 Traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, PAC 2023 Traitement des lixiviats
Prescription contrôlée : Les lixiviats sont traité sur site par évaporation naturelle accélérée par l'intermédiaire d'un nombre suffisant de modules de traitement correctement dimensionnés [...]
Constats : Un porté à connaissance sur les modifications de la stratégie, de la capacité de traitement et de l'origine des effluents aqueux a été transmis à l'inspection le 15 février 2023. Le document a été complété le 26 avril 2023 suite à la demande de l'inspection, avec l'annexe n°1 décrivant la chronologie et le mode opératoire des essais de performances de l'unité de traitement des effluents par évapo concentration. Un courriel de l'inspection du 2 mai 2023 a été envoyé à l'exploitant donnant accord pour le lancement des tests de validations de performances techniques et demandant la synthèse des résultats issue de ces tests.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre la synthèse des résultats des tests. Par ailleurs, l'exploitant fournira les justificatifs de la mise en place des moyens et des procédures à suivre en cas de déversement accidentel lors du dépotage des réactifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 22 : Adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-60
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, l'arrêté d'autorisation fixe au minimum : a) Des valeurs limites d'émission pour les substances polluantes dont la liste est arrêtée par le ministre chargé des installations classées et pour les autres substances polluantes qui, eu égard à leur nature et à leur potentiel de transferts de pollution d'un milieu à l'autre, sont susceptibles d'être émises en quantités significatives. Ces valeurs limites d'émission peuvent être remplacées par des paramètres ou des mesures techniques garantissant un niveau équivalent de protection de l'environnement. L'arrêté fixe également des prescriptions permettant d'évaluer le respect de ces valeurs limites à moins qu'il ne se réfère aux règles générales et prescriptions techniques fixées par les arrêtés pris en application de l'article L. 512-5 ; b) Des prescriptions en matière de surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à la surveillance ;

c) La périodicité de la fourniture obligatoire au préfet des résultats de la surveillance des émissions mentionnée au b, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation. L'arrêté précise les informations à fournir quant aux résultats de cette surveillance, la période au titre de laquelle elles sont fournies, qui ne peut excéder un an, et la nature des données complémentaires à transmettre ;

d) Des mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ;

e) Des prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;

f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ;

g) Les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect des articles L. 512-6-1 et L. 515-30.

Constats :

A ce stade, en attendant les éléments de réponses de l'exploitant justifiant que la modification de la vitesse d'éjection des gaz n'engendre pas d'impact sur l'environnement, aucune modification de l'arrêté préfectoral n'est prévue concernant ce sujet.

Type de suites proposées : Sans suite